

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES

Bureau de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

ARRETE

BR/IK

N° 90832

DU 21 JUIN 1989

portant

prescriptions complémentaires.

LE PREFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et notamment ses articles 18 et 34 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 69-413 du 15 février 1982 autorisant la Société Nouvelle d'Impression de Pfastatt à poursuivre l'exploitation de ses activités d'ennoblissement textile à PFASTATT ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 85 570 du 10 août 1987 imposant des prescriptions complémentaires à la société TEXUNION dénommée à présent DMC IMPRESSION ;
- CONSIDERANT qu'il y a lieu pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 d'imposer des prescriptions complémentaires pour la réalisation de travaux de réaménagement des circuits de rejets d'eaux résiduelles de l'usine DMC IMPRESSION ;
- VU le rapport du 20 avril 1989 de la direction régionale de l'Industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du 11 mai 1989 du Conseil départemental d'Hygiène ;
- SUR proposition de la Direction régionale de l'Industrie et de la recherche ;

.../...

A R R E T E

Article 1er :

Le présent arrêté est applicable à l'usine d'ennoblissement textile de la société **DMC IMPRESSION** de PFASTATT, dont le siège est à PARIS, 18 rue de Rivoli et représentée par Daniel PIETTE, Directeur de la branche France..

Les dispositions des arrêtés préfectoraux susvisés des 15 février 1982 et 10 août 1987 sont à présent applicables à la société DMC IMPRESSION.

Article 2 :

Les travaux nécessaires :

- pour permettre une neutralisation correcte des eaux résiduaires
- pour éviter toute infiltration des eaux résiduaires dans le sous-sol avant rejet dans le réseau d'assainissement collectif

seront réalisés dans un délai de douze mois.

Une étude technique précisant la nature des travaux susvisés sera remise à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche chargée de l'inspection des installations classées préalablement au commencement des travaux et en tout état de cause avant la fin du mois du juin 1989.

Article 3 :

L'article 5.1. de l'arrêté préfectoral n° 85-570 du 10 août 1987 est complété par les dispositions suivantes :

" Par dérogation aux dispositions du 6ème alinéa du présent article, il pourra être fait usage, exclusivement pour la neutralisation des effluents de l'usine, d'acide contenant les solvants halogénés suivants : dichloréthane, dichlorométhane, bromure d'éthyle.

La quantité de ces solvants rejetés dans les effluents sera cependant inférieure à 2000 grammes/jour.

Le rejet en bromure d'éthyle sera inférieur à 200 grammes/jour.

.../...

Quelle que soit la quantité d'acide employé, la concentration en produits halogénés dans la solution d'acide reçue par l'exploitant devra être inférieure à 350 mg/litre. Sa teneur en bromure d'éthyle sera inférieure à 10 mg/litre.

Chaque fraction de 200 tonnes d'acide reçu devra avoir fait l'objet préalablement, pour chaque provenance de cet acide, d'une analyse portant sur les métaux suivants : Hg, Cr, Pb, Ni, Cd et, si l'acide est susceptible d'en contenir, les solvants halogénés. Cette fréquence pourra être augmentée par demande de l'inspecteur des installations classées.

Chaque arrivage reçu dans l'usine fera l'objet d'un prélèvement pour la constitution d'un échantillon qui sera conservé 6 mois.

La Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche chargée de l'inspection des installations classées pourra faire effectuer, à la charge de l'exploitant, des analyses de ces échantillons portant sur les éléments susvisés.

Sera relevé, pour chaque arrivage, sa provenance, la date de réception, la quantité reçue. "

Article 4 :

L'article I.4.2.C. de l'arrêté préfectoral n° 69-413 du 15 février 1982 est complété par les dispositions suivantes :

" L'exploitant est tenu d'adresser trimestriellement au Préfet un récapitulatif des opérations relatives à l'élimination des déchets visés par l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets. Ce document récapitulatif sera établi conformément à l'annexe 4.1. de l'arrêté du 4 janvier 1985 susvisé. "

Article 5 :

L'article 5.3. de l'arrêté préfectoral n° 85-570 du 10 août 1987 est complété par les dispositions suivantes :

" Un échantillon représentatif des rejets des eaux résiduaires sur 24 heures fera l'objet, chaque quinzaine, d'une détermination de la teneur en solvants halogénés suivants : dichloroéthane 1.1 et 1.2, dichlorométhane, éthylbromure, trichloréthylène.

Les résultats d'autocontrôle des effluents rejetés dans le réseau d'assainissement seront transmis chaque mois à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche - 1 rue d'Alsace 68200 MULHOUSE, avant le 15 du mois N + 1 pour les résultats portant sur le mois N".

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'Industrie et de la recherche chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à COLMAR, le 21 JUIN 1989

Pour ampliation,
pour le préfet et par délégation,
le chef de bureau p. i.

L L L
Dominique GIGANT

LE PREFET,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : Bertrand LABARTHE